



Cofinancé par
l'Union européenne



Ministry of Foreign Affairs

Repenser la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une gouvernance endogène, inclusive et durable

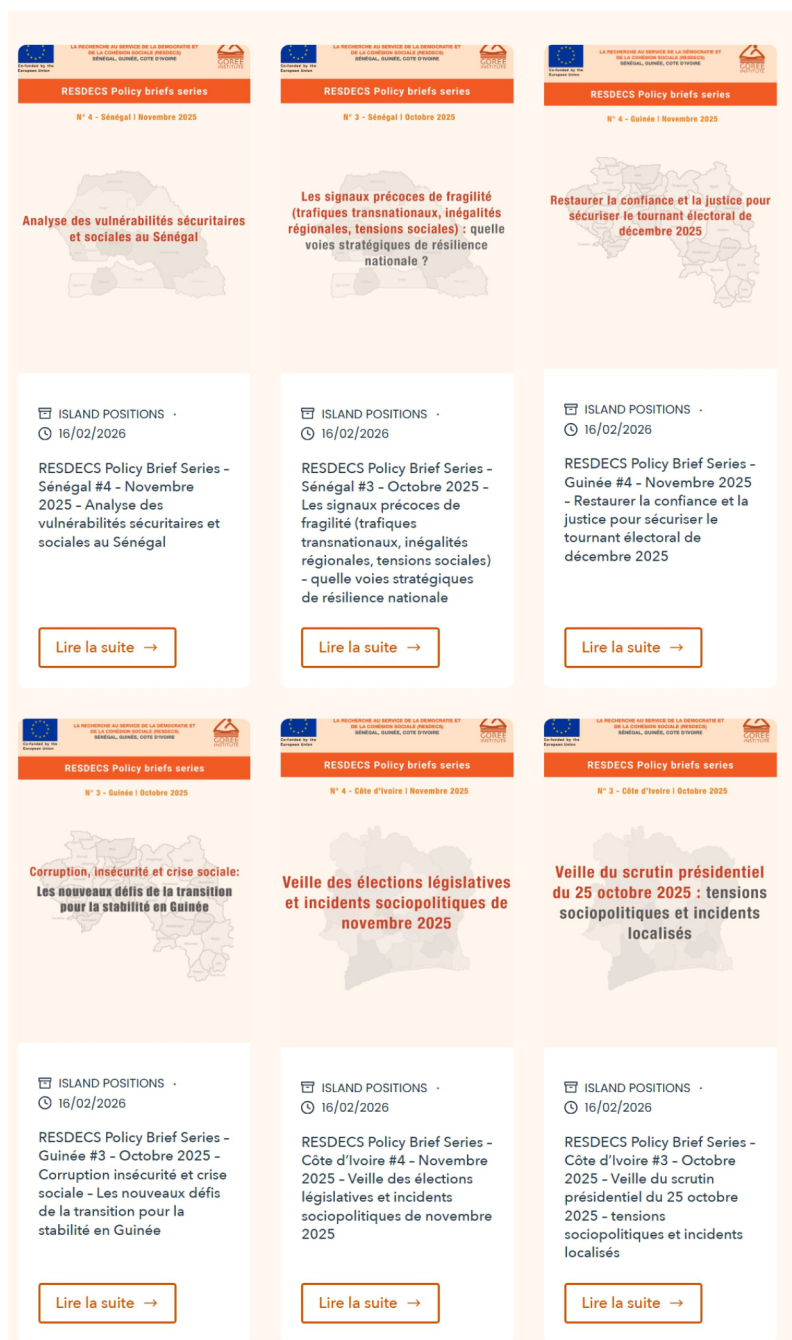
Note de Synthèse Conférence Régionale

16 et 17 février 2026



@goreeinstitute

www.goreeinstitut.org
info@goreeinstitut.org



Dans le cadre du projet RESDECS – **Recherche au service de la démocratie et de la cohésion sociale** – le Gorée

Institute a produit une série de policy briefs issus des recherches menées au Sénégal, en Côte d'Ivoire et en Guinée.

Ces notes politiques proposent des analyses approfondies et des recommandations concrètes en faveur d'une gouvernance inclusive, d'un renforcement de l'espace civique et d'une consolidation durable de la cohésion sociale dans la sous-région.

Nous vous invitons à consulter l'ensemble des publications sur notre site web :

www.goreeinstitute.org

Lire, c'est déjà participer à la transformation.



Introduction

Depuis quelques décennies, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel traversent une phase critique de leur trajectoire politique et démocratique. Entre contestations électorales, transitions militaires, fragilisation des institutions, insécurité persistante et montée des discours de rupture, un malaise profond s'est installé au sein des systèmes démocratiques ouest africains établis depuis les années 1990. Mais, au-delà des crises cycliques, c'est la relation entre l'État et les citoyens qu'il convient d'interroger. En effet, dans plusieurs pays de la région, la démocratie représentative apparaît non seulement inefficace face aux défis sécuritaires et socio-économiques, mais aussi déconnectée des réalités locales et des attentes populaires. Ainsi, la perception d'un modèle institutionnel importé, très peu contextualisé et inégalement inclusif alimente un effritement progressif de la confiance citoyenne¹. Mais pour autant, la crise actuelle ne saurait être interprétée comme un rejet définitif de la démocratie. Elle révèle plutôt la nécessité d'un renouvellement des fondements institutionnels et d'une refondation axée sur l'appropriation locale, l'inclusion sociale et la consolidation institutionnelle.

La présente note de synthèse restitue les principaux constats, enjeux et recommandations issus de la Conférence régionale organisée par le Gorée Institute les 16 et 17 février 2026 à Dakar dans le cadre du projet Recherche au Service de la Démocratie et de la Cohésion Sociale (RESDECS). Ce document propose une lecture cohérente des dynamiques en cours et identifie les axes d'action prioritaires d'une gouvernance renouvelée en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

I. Diagnostic d'une démocratie en crise de légitimité

En mettant la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel sous la loupe de l'analyse, apparaît une crise de légitimité aux facettes multiples, caractérisée par l'affaiblissement de la confiance citoyenne, la fragilisation de l'autorité étatique et l'aggravation des inégalités sociales et territoriales. L'analyse qui suit examine successivement la « fatigue démocratique », la crise de légitimité de l'État, ainsi

¹ Crise de la démocratie ou crise de l'État en Afrique ? | ISS Africa

que l'effet des disparités profondes dans l'érosion des dynamiques démocratiques.

a. « Fatigue démocratique » et rupture du contrat social

La région connaît une forme de « fatigue démocratique »², pour reprendre la formule de Dr Pape Fara Diallo, caractérisée par une érosion progressive de la confiance citoyenne, une baisse de la participation politique et une remise en cause récurrente des mécanismes représentatifs. Dans plusieurs contextes nationaux, une partie significative des populations estime que les régimes démocratiques ne garantissent ni plus de sécurité ni plus de justice sociale que les régimes autoritaires. Cette perception traduit une rupture du contrat social et un affaiblissement de la légitimité institutionnelle. Cependant, cette « fatigue » ne signifie pas l'obsolescence du modèle démocratique, en ce sens que la démocratie demeure, quoi qu'on en dise, le régime le plus à même de garantir la participation, le pluralisme et l'alternance. L'enjeu n'est donc pas l'abandon du régime démocratique, mais sa capacité à se réinventer et à répondre aux attentes contemporaines.

b. Crise de légitimité de l'État et polycentralité du pouvoir

La fragilisation démocratique dans la région se manifeste également par la faible capacité de l'État à incarner une autorité protectrice et équitable. On observe que lorsque l'État n'est plus perçu comme garant de justice, de sécurité et d'opportunités économiques, la démocratie perd sa dimension originelle. Ainsi, dans ce contexte, d'autres formes d'autorité (traditionnelles, religieuses, communautaires ou parfois militaires) ont tendance à occuper l'espace public. Cette polycentralité du pouvoir, bien que révélatrice de dynamiques sociales enracinées, souligne les limites de l'intégration des légitimités locales dans les dispositifs formels de gouvernance.

c. Inégalités persistantes et marginalisation territoriale

² https://www.pressafrik.com/Afrique-de-l-Ouest-le-cri-d-alerte-du-Dr-Papa-Fara-Diallo-face-a-la-fatigue-democratique_a301312.html

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel demeurent également marqués par de profondes disparités sociales et territoriales qui constituent une des causes de la fragilisation démocratique. Les zones frontalières et périphériques illustrent particulièrement cette vulnérabilité, avec notamment l'absence de services publics, la faiblesse des infrastructures et le déficit de présence étatique qui y favorisent la circulation des trafics et l'amplification des tensions communautaires. Force est d'admettre que sans réduction des inégalités et sans inclusion économique élargie, la démocratie demeure exposée à la contestation et à l'instabilité.

II. Mutations contemporaines et recompositions de la gouvernance

Face à ces fragilités démocratiques, les mutations contemporaines ouvrent de nouvelles dynamiques de gouvernance. L'analyse qui suit souligne ainsi les transformations à l'œuvre autour des enjeux sécuritaires, de la révolution numérique et des défis liés à la cohésion sociale.

a. Sécurité et interdépendance régionale

Il importe de souligner que les défis sécuritaires dépassent largement les frontières nationales. En effet, les violences armées, les trafics et les mobilités transfrontalières révèlent une interdépendance systémique entre États. Il convient d'admettre qu'aucune réponse strictement nationale ne peut produire d'effets à long terme. Ainsi, l'alignement des agendas sécuritaires sur des dynamiques régionales coordonnées s'impose comme une nécessité stratégique. Cette coopération doit être institutionnalisée afin de renforcer la régulation des échanges, prévenir les abus et consolider la confiance interétatique. En outre, les territoires frontaliers doivent être considérés non comme de simples lignes de contrôle, mais comme des espaces à valoriser économiquement et socialement. Car une frontière marginalisée devient une frontière instable. Par ailleurs, si l'urgence des réformes est réelle, celles-ci exigent, de toute évidence, un minimum de stabilité politique. Car les dynamiques de transformation ne peuvent prospérer dans un climat d'incertitude permanente.

b. Révolution numérique et transformation de l'espace civique

Aujourd'hui, il ne fait aucun doute que l'essor d'Internet a profondément transformé l'espace civique. Autrefois restreinte et élitiste, la sphère publique est désormais ouverte et élargie, mais aussi fragmentée et exposée à la désinformation.³ Il est navrant de constater que la circulation d'informations partisans ou non vérifiées fragilise le débat public et alimente la polarisation. Cette mutation s'est produite sans préparation suffisante des systèmes éducatifs. L'éducation au numérique, l'esprit critique et la formation citoyenne apparaissent ainsi comme des priorités stratégiques pour renforcer la résilience démocratique.

c. Cohésion sociale et gestion des tensions

La cohésion sociale ne signifie pas l'absence de conflits, mais la capacité des sociétés à les gérer pacifiquement, à maintenir le dialogue et à préserver la confiance entre communautés. La restauration de cette cohésion suppose de dépasser les logiques politiciennes qui vident les politiques publiques de leur valeur ajoutée. Ainsi, une gouvernance orientée vers l'intérêt général constitue un préalable à la stabilité recherchée par les Etats de la région.

III. Vers une refondation démocratique endogène et inclusive

Face aux fragilités observées, il importe d'aller au-delà de l'essoufflement des modèles existants en envisageant les conditions d'une refondation démocratique adaptée aux réalités de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Cette perspective suppose d'allier transformation institutionnelle, enracinement local, inclusion sociale et production du savoir comme ressorts complémentaires d'un renouveau stable.

a. La crise comme opportunité de transformation

Si la crise actuelle de la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel est préoccupante parce que fragilisant les institutions, alimentant les tensions et

³ Un accès libre ou contrôlé à Internet ? Il est temps que l'Afrique se prononce | ISS Africa

compromettant les perspectives de paix, de stabilité et de développement, elle peut tout de même être envisagée comme une fenêtre d'opportunité. En effet, même si les périodes de turbulence révèlent d'énormes failles, elles offrent également l'espace nécessaire à une redéfinition du contrat social. Car la démocratie n'est pas figée, mais plutôt un processus évolutif en perpétuelle transformation. L'enjeu est donc d'engager un processus de réajustement adapté aux réalités locales.

b. Réinvention démocratique et enracinement local

Repenser la démocratie ne signifie ni importer mécaniquement de nouveaux modèles, ni renoncer à ses principes fondamentaux. Il s'agit de l'enraciner dans les réalités socioculturelles, de valoriser les mécanismes locaux de médiation et les traditions de dialogue communautaire. Dès lors, une démocratie appropriée et contextualisée renforce l'engagement citoyen et la légitimité institutionnelle.

c. L'égalité de genre comme condition intrinsèque

Il faut admettre que la fragilité démocratique tient en partie à son caractère historiquement exclusif. En effet, une démocratie conçue principalement par des hommes et pour des hommes demeure incomplète.² Et c'est en ce sens qu'il est nécessaire de tendre vers une démocratisation des partis politiques, une réforme des cadres juridiques discriminatoires, ainsi qu'un renforcement de l'éducation et de l'autonomie économique des femmes. Repenser la démocratie « au féminin » implique de promouvoir des formes de gouvernance plus inclusives, participatives et collaboratives. L'égalité de genre ne doit plus être considéré comme un volet sectoriel, mais comme une condition intrinsèque de la refondation démocratique.

d. La recherche et la production du savoir, avenir de la démocratie

Il est largement reconnu que l'avenir de la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel ne se joue pas uniquement dans les institutions politiques, mais aussi dans la recherche et la production du savoir. La consolidation démocratique nécessite aussi un investissement considérable dans la recherche et l'analyse prospective. C'est en ce sens qu'identifier les signaux faibles, anticiper les conflits et éclairer la

décision publique permettent de dépasser les réponses réactives et de construire des réformes pérennes. Les États ouest-africains et sahéliens gagneraient ainsi à intégrer la recherche comme un moyen sûr de gouvernance et de médiation entre citoyens et décideurs, au-delà de sa dimension strictement académique.

IV. Recommandations pour une gouvernance inclusive et durable

Au regard des analyses précédentes, plusieurs axes stratégiques s'imposent.

Pour les États et autorités de transition

- Réformer les institutions en les rendant plus inclusives et participatives ;
- Consolider les mécanismes de redevabilité et de transparence ;
- Intégrer systématiquement les femmes et les jeunes dans les processus décisionnels ;
- Articuler gouvernance sécuritaire et respect des libertés publiques ;
- Investir prioritairement dans les territoires frontaliers et marginalisés.

Pour la société civile

- Renforcer le plaidoyer en faveur d'une gouvernance participative ;
- Promouvoir l'éducation à la citoyenneté et au numérique ;
- Faciliter les espaces de dialogue intercommunautaire.

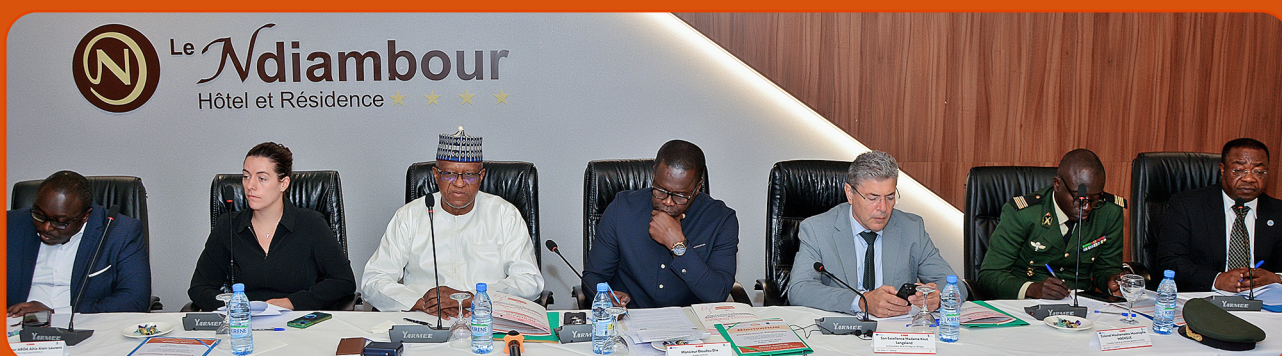
Pour les chercheurs et institutions académiques

- Produire des analyses indépendantes et contextualisées ;
- Servir de passerelles entre décideurs et citoyens ;
- Mettre la recherche au service des réformes structurelles.

Pour les partenaires techniques et financiers

- Soutenir les initiatives régionales de dialogue et de recherche appliquée ;

Fondé en Juin 1992, Gorée Institute est une organisation panafricaine de la société civile, qui a pour mission de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, et d'encourager la créativité artistique, sociale et économique.



Centre pour la Démocratie,
le Développement et la
Culture en Afrique

    @goreeinstitute

Résidence Bibi, Rue des
Gourmets/Ile de Gorée

www.goreeinstitut.org

info@goreeinstitut.org

(+221) 33 849 48 49